

Utilisation des nappes phréatiques, retenues collinaires et autonomie énergétique

UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU ADAPTÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus d'une semaine après le passage de Bêjisa, les réseaux d'électricité et d'eau sont quasiment rétablis. Gageons qu'enfin des leçons puissent être tirées sur ce plan du passage de ce cyclone d'intensité moyenne, pour construire des réseaux adaptés au changement climatique (voir "Témoignages" d'hier) dans la production d'énergie. Pour l'eau se pose également le même problème.

Depuis le passage du cyclone Bêjisa dans notre île, le rétablissement des réseaux d'eau et d'électricité a été un des marqueurs de l'actualité. La gestion de l'eau et de l'électricité à La Réunion a en effet révélé son inadéquation aux effets du changement climatique dans notre île. Pour la production d'énergie, un réseau décentralisé au maximum permettra de limiter les coupures de courant, c'est un des volets de l'autonomie énergétique. Pour l'eau se pose deux problèmes: le pompage et le captage. Pour le pompage, une panne d'électricité peut avoir de lourdes conséquences, quand le poste n'est pas équipé d'une source d'énergie de secours capable de tenir jusqu'au retour du courant. Quant aux captages par gravitation dans les cours d'eau, ils ne peuvent fonctionner durant un cyclone car l'eau devient boueuse. L'arrivée d'eau est alors coupée de manière préventive, afin de ne pas compromettre la qualité sanitaire lors de la remise en service du réseau. La conjonction de ces deux facteurs a déclenché de nombreuses coupures d'eau. Dans l'habitat moderne, cette défaillance pose de nombreuses difficultés, en particulier sanitaires. Car comment évacuer les déchets dans les égouts, s'il n'y a plus d'eau, et pas d'accès à une fosse septique comme dans les maisons traditionnelles?

Décentraliser la production électrique

Sur la question de l'alimentation des pompes, la réflexion est de même ordre que pour l'électricité. Là aussi, l'énergie qui fait fonctionner l'équipement doit être produite au plus près. Lors d'un cyclone, la couverture nuageuse empêche les panneaux photovoltaïques de fonctionner à plein rendement. Pourquoi alors ne pas prévoir des batteries accumulant cette énergie pour la restituer en cas de coup dur? Mais étant donnée la décentralisation du réseau, la distance séparant la pompe de sa centrale serait bien plus courte qu'aujourd'hui, ce qui diminuerait statistiquement le risque d'une coupure de courant.



La multiplication des retenues comme celle-ci et l'exploration de nouvelles ressources souterraines pourront éviter les coupures d'eau pendant les cyclones.

L'autre problème est celui du captage. Dès que des fortes pluies tombent sur La Réunion, des abonnés sont privés d'eau. Ce paradoxe vient de la technique employée. Le trop plein d'eau entraîne de la terre, l'eau devient boueuse, elle ne peut plus être traitée. C'est pourquoi la décision est prise de couper l'eau de manière préventive. Le captage est fermé pour protéger les équipements et les tuyaux. Une fois l'orage passé, alors tout peut reprendre. Avec un cyclone, les quantités d'eau déversées sont telles que la crue peut persister plusieurs jours, sans oublier le risque de voir le captage ou les conduites emportées par un éboulement. Or, une autre solution est possible.

Nappes phréatiques et retenues collinaires

Lundi dernier lors de sa conférence de presse, Paul Vergès était revenu sur la mise en œuvre du réseau d'adduction d'eau potable au Port. La direction d'Electricité et Eau de La Réunion (EER) proposait à la commune de capter l'eau de la rivière des Galets. La Ville a choisi d'explorer une autre voie, sachant qu'à chaque forte pluie l'approvisionnement aurait été perturbé. La commune du Port a alors évalué la capacité de la nappe phréatique de la plaine des Galets,

sous les pieds des habitants. Une fois démontrée que cette ressource pouvait satisfaire les besoins de 60.000 à 70.000 habitants, alors des travaux de forage et d'adduction d'eau ont été entrepris. Cela se passait au début des années 1970. Et cela permet aujourd'hui, 40 ans plus tard, aux habitants du Port de ne pas être privés d'eau, quelle que soit l'intensité du cyclone. Certes, toutes les villes de La Réunion ne disposent pas d'une nappe phréatique aussi importante que celle de la plaine des Galets. Mais elles ont la possibilité de construire des réserves, grâce à des retenues collinaires. L'eau stockée dans ces installations ne peut pas être rendue boueuse à cause des fortes pluies, et

elle peut être rendue potable à condition de disposer d'installations adéquates en aval. De plus, si elles se situent au-dessus des habitations, ces retenues collinaires ne nécessitent pas de pompes pour distribuer l'eau, la simple force de la gravitation suffit. Dans les hauts de notre île, il existe de nombreuses retenues potentielles, ce sont par exemple les anciens cratères. La combinaison du réseau électrique décentralisé, et de la multiplication des réserves d'eau douce permettra aux Réunionnais d'éviter les coupures d'eau à chaque cyclone.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

L'électrochoc Bejisa

Dans 10 jours, ce sera la rentrée scolaire. Plus de 200.000 jeunes vont prendre la route tous les matins, ainsi que les encadrants. C'est donc près du tiers de la population réunionnaise qui sera concernée. Jamais sans doute les vacances d'été n'ont été aussi courtes. Conséquences: les vacances d'hiver seront les plus longues. Décidément, c'est vraiment ce qui s'appelle marcher la tête en bas.

Il n'échappe pas aux observateurs que petit à petit, le calendrier scolaire à La Réunion se rapproche de celui de la France. L'an prochain, les vacances d'été seront d'ailleurs plus courtes, ce qui profitera à celles d'hiver. À ce rythme là, encore quelques années et le tour de force sera réalisé: un calendrier scolaire conçu pour un pays de l'hémisphère Nord sera appliqué dans un pays de l'hémisphère Sud.

Là où la démarche devient encore plus inquiétante, c'est quand cela se passe dans un pays tropical. Dans ce cas, la saison cyclonique se situe durant l'été. Pour naître et fonctionner, un cyclone a besoin d'une eau de plus de 25 degrés. Sous nos latitudes, cela n'arrive qu'en été, pas en hiver. C'est donc en été que les plus grands dangers existent.

Pendant quelques années, notre île avait été épargnée par les cyclones. Cette absence a eu pour résultat une grave sécheresse. Mais cela a eu aussi pour conséquence de faire un peu oublier cette part de notre réalité. En de nombreux points, Bejisa a été un électrochoc. Même s'il n'était pas un phénomène intense, il a été suffisamment violent pour faire des dégâts. Il met au devant de la scène une aberration: raccourcir les vacances scolaires de la saison cyclonique.

Tout comme le reste de la population, parents, élus et pédagogues ont vécu ce rappel à l'ordre de Dame Nature. Et ils connaissent désormais les risques encourus.

J.B.

Nouvel avertissement du président de la Cour des Comptes

La dette de la France «en zone dangereuse»

Lors d'une audience solennelle de rentrée de la Cour, Didier Migaud, président de la Cour des Comptes, a averti qu'en raison de «la taille de sa dette publique et les efforts entrepris ces dernières années ne lui ont pas permis d'en sortir».

Ce dernier a pointé du doigt l'impact sur les comptes publics de «la remontée prévisible des taux d'intérêt qui accompagnera tôt ou tard le retour de la croissance». D'après le président de la Cour, une hausse d'un point de pourcentage des taux entraînerait un surcoût pour l'Etat de 2 milliards d'euros la première année et 15 milliards d'euros au bout de dix ans.

1.931 milliards d'euros de dette

«Le niveau atteint par la dette place notre pays dans une zone dangereuse. Les efforts jusqu'ici engagés ne suffisent pas à nous en dégager», a déclaré Didier Migaud. D'après les documents budgétaires, la dette publique est équivalente à 93,4% du PIB fin 2013, soit 1.931 milliards d'euros. Un niveau jugé «décevant et préoccupant». «Ce qui n'a pas été fait en 2011, 2012 et 2013, c'est autant de chemin supplémentaire à parcourir pour les années à venir. Et cette partie du chemin à parcourir ne sera pas la moins exigeante, tout au contraire», a-t-il poursuivi. Admettant une baisse du déficit public, passé entre 2011 et 2013 de 5,3% à 4,1% du PIB, celui-ci reste «très élevé» pour Didier Migaud. Le gouvernement s'est engagé à le réduire sous 3% fin 2015 et la dette (en proportion du PIB) devrait baisser à partir de



Avec ce chantier pharaonique, Didier Robert pourra-t-il impunément aggraver la dette publique ?

2015, après avoir culminé à 95,1% fin 2014. La dette publique a progressé de 220 milliards d'euros entre la fin de 2010 et la fin de 2013, celle-ci doit croître à 95,1% de la richesse nationale en 2014 avant de refluer, selon les prévisions du gouvernement. Les autorités prévoient pour 2014 un effort de 18 milliards d'euros pour réduire le déficit. S'ajoute les 15 milliards d'économies prévus par rapport à la croissance tendancielle des dépenses, dont 9 milliards d'euros pour l'Etat et 6 milliards sur la Sécurité sociale. D'ailleurs, l'objectif du gouvernement est de réaliser 50 milliards d'euros d'économies de 2015 à 2017

par rapport à l'augmentation tendancielle des dépenses.

La Sécurité sociale ciblée

Lors de son allocution, Didier Migaud a expliqué que les efforts du gouvernement devaient s'orienter en priorité sur les régimes de Sécurité sociale, car «la persistance anormale de déficits structurels depuis plus de vingt ans singularise notre pays par rapport à tous ses voisins». Ce dernier a indiqué que «la dette sociale qui s'est accumulée est une profonde anomalie» et «les perspectives financières des régimes sociaux sont insoutenables et injustes pour les générations futures». Le déficit de la Sécurité sociale s'établit à près de 13 milliards d'euros prévus cette année. L'ancien député socialiste a

préconisé «des efforts énergiques pour infléchir encore davantage l'évolution des dépenses, tout particulièrement de santé». Saluant les intentions de François Hollande de mettre fin aux «excès» et aux «abus» à la Sécurité sociale. Quelques semaines après l'annonce par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a évoqué une «remise à plat» de la fiscalité française, estimant que «la réduction de la dépense publique apparaît comme un préalable à une mise à plat réussie de la fiscalité».

Enfin, la Cour a demandé une meilleure évaluation des dépenses publiques, particulièrement la politique du logement et sa quarantaine de milliards de coût annuel, au moment où le gouvernement va engager des discussions sur le Plan Epargne Logement.

2014 sera plus difficile que 2013

La déclaration du président de la Cour des Comptes annonce des lendemains difficiles. Déjà l'an passé, cette institution avait souligné que le programme d'économies annoncé par le gouvernement était insuffisant pour répondre aux objectifs assignés de réduction du déficit.

Au final, le gouvernement a encore accentué l'austérité, et il continuera encore en 2014.

En ce début d'année, la déclaration de Didier Migaud apporte un éclairage sur l'année qui commence. Il s'inquiète de l'endettement de l'État. Il plaide donc pour une réduction de la dette. Deux moyens existent pour cela: augmenter les recettes et réduire les dépenses.

Pour connaître la solution privilégiée par le gouvernement, rendez-vous mardi prochain lors de la conférence de presse de François Hollande.

Didier Robert va-t-il aggraver la dette de l'État ?

Le projet de nouvelle route du littoral va coûter au bas mot plus de 2 milliards d'euros, sans aucune garantie de réalisation. Or, la Région est une institution publique, sa dette fait donc partie de la dette publique.

Pendant que le gouvernement accentuera la politique d'austérité, un élu serait donc autorisé à gaspiller sans compter les deniers publics en aggravant la dette de l'État. Une telle gageure sera-t-elle possible? Les contribuables et les pauvres supporteront-ils de payer pour ce chantier pharaonique inutile?

Trois Bassins

Les vœux de Simone Yee Chong Tchi Kan

Dans ce document, Simone Yee Chong Tchi Kan rappelle les rendez-vous importants cette année, à Trois-Bassins et à La Réunion.



*Trois-Bassinois, Trois-Bassinoises
Mesdames, Messieurs,*

2013 se termine, et conformément aux prévisions elle a été plus difficile que 2012.

→ 343.000 Réunionnais vivaient sous le seuil de la pauvreté

→ Le chariot-type a augmenté de 30% sur la dernière année.

→ Les revenus des travailleurs sont amputés des 100 euros du RSTA et de la prime COSPAR de 50 euros.

Bref, les revenus diminuent quand les prix flambent. La situation générale est plus grave qu'en 2009 : les pauvres et les travailleurs subissent les conséquences d'une politique de régression sociale.

→ Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 8.000, il frôle les 170.000.

→ Le vote de la réforme des retraites annonce aux Réunionnais salariés du secteur privé notamment, ou à la recherche d'un emploi, la fin de l'espérance d'une retraite suffisante pour vivre dans de bonnes conditions. Cette décision va accentuer encore les inégalités. Pour les retraités de l'agriculture, rien n'est réglé pour faire face à la pauvreté.

2014 commence par une diminution record du pouvoir d'achat, c'est la hausse de plus de 11% du prix de la bouteille de gaz. Ce produit de première nécessité dépasse 24 euros.

La Réunion vient d'être touchée par une catastrophe naturelle. Le cyclone est parti mais les conséquences sont multiples. Chaque catégorie socio-professionnelle fait son bilan. Le secteur agricole a été durement frappé. Nombreux sont les maraîchers à avoir tout perdu. Les prix vont exploser et se seront les pauvres qui paieront le plus lourd tribut.

De plus, le budget qui vient d'être voté porte en lui tous les germes de l'aggravation de la situation. Les restrictions sur les dotations de l'État vont encore compliquer davantage la situation des collectivités.

2014 sera le rendez-vous des décisions importantes, en particulier les échéances municipales.

Je souhaite que les échéances municipales à venir soient l'occasion de confronter et de débattre dans le respect et la dignité, sur des sujets essentiels : qualité de vie, développement et attractivité, ville durable, citoyenneté active et démocratie participative.

C'est pourquoi, j'invite toute la population à prendre la parole. Dites ce que vous voulez pour une commune positive et surtout organisez-vous pour réaliser votre souhait.

Je vous invite à prendre votre destin en mains. La préoccupation première, c'est l'intérêt public et non l'intérêt personnel. A Trois-bassins, il y a suffisamment de femmes, d'hommes, de fils, de filles capables de penser un vrai projet pour développer le Trois-Bassins de demain avec un regard positif.

A chacune et à chacun d'entre vous, belle et heureuse année 2014.

A bientôt.

Simone YEE CHONG TCHI KAN

Crise au Mali

La directrice du FMI appelle l'Etat à réduire les subventions

Christine Lagarde est en visite au Mali. La directrice du FMI demande au gouvernement de poursuivre les mesures de redressement, tout en réduisant les subventions à certains secteurs. Extraits d'une dépêche de la Panapress.

La directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, s'est engagée jeudi après-midi lors d'une séance de travail avec le comité ministériel du Mali de faire de son institution l'avocat du Mali afin de booster les programmes pour une sortie de crise plus heureuse dans le pays. Elle a toutefois exhorté les autorités maliennes à poursuivre la mise en œuvre des mesures de redressement économique, de lutte contre la corruption, tout en veillant à la réduction continue des subventions de l'Etat à certains secteurs.

De son côté, le Premier ministre malien, Oumar Tatam Ly, a salué l'engagement du FMI aux côtés du Mali. « Cette collaboration a favorisé le retour progressif des autres partenaires multilatéraux et bilatéraux au Mali », a indiqué le Premier ministre malien avant d'ajouter qu'à la faveur de ces soutiens et des efforts au plan interne, le Mali a renoué avec la croissance économique en 2013 avec un taux estimé à 5,1% après une récession en 2012. Parlant des perspectives, le chef du gouvernement malien a affirmé qu'elles paraissent meilleures avec un taux de croissance projeté à 6,6%. Il a réaffir-

mé l'engagement du Mali à assurer une utilisation efficace et transparente des ressources annoncées à la Conférence des bailleurs de fonds du Mali qui s'était tenue à Bruxelles en mai 2013, estimées à plus de 3 milliards d'euros. On note que même après le coup d'état de mars 2012 qui a conduit

à la rupture de l'aide accordée par les partenaires techniques et financiers, la coopération du Mali avec le FMI n'a pas été véritablement interrompue. Trois mois seulement après ce coup de force, les deux parties s'étaient rapprochées en vue d'une évaluation de la situation macroéconomique du Mali.

Le ministre chinois des Affaires étrangères au Sénégal

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, est arrivé vendredi à Dakar, la capitale sénégalaise, dernière étape d'une tournée africaine qui l'a déjà conduit en Ethiopie et au Ghana, a appris la PANA de source diplomatique. Durant son séjour, il aura notamment des entretiens avec son homologue sénégalais, Mankeur Ndiaye. Une séance de travail est également prévue entre les délégations des deux pays.

Pluies à Madagascar

Des problèmes de circulations

D'après L'Express de Madagascar, la dégradation des axes routiers est due à la pluie mais aussi au manque d'entretien des routes. Les récents intempéries ont endommagé la Route nationale n°4 reliant Mahajanga à la capitale, particulièrement sur le tronçon entre Ankarafantsika (à 115km de Mahajanga) et Marosakoa, où la route totalement impraticable. Le quotidien relève les nom-

breux trous sur la chaussée empêchant les véhicules de se déplacer, et les bourbeux empêchant les déviations. « Tandis que la voie normale est transformée en deux petits lacs d'une dizaine de centimètres de profondeur », les voitures ne parviennent plus à passer. La « détresse » note le quotidien, qui met en avant l'absence d'infrastructures routières sécurisées et accessibles en tout temps.

Tunisie

Démission du gouvernement et interdiction des manifestations sportives

Dans le pays qui a lancé la vague de changements de dirigeants en Afrique du Nord et au Moyen Orient, c'est l'instabilité qui persiste trois ans après la chute du régime de Ben Ali. Cette situation est commune à tous les pays touchés par le Printemps arabe, et a des répercussions jusqu'au Sahel.

Le gouvernement tunisien dirigé par l'islamista Ali Larayedh a présenté jeudi sa démission au président Moncef Marzouki dans un contexte social marqué par de graves troubles dans plusieurs régions du pays. La situation est marquée par une vague de grèves et de manifestations, à grande échelle, ainsi que par le blocage de la circulation dans la majorité des villes et villages tunisiens, pour protester contre la nouvelle Loi de finances qui a instauré des taxes élevées aux

transporteurs privés et publics. La démission du gouvernement survient à quelques jours du troisième anniversaire de la révolution tunisienne qui a fait chuter le régime de l'ancien président Ben Ali, qualifié de « dictatorial » et déclenché ce qui est appelé le « Printemps arabe ». « Comme on s'y était engagé, une fois que la vision est claire et que le pays est mis sur la voie de la clarté, je viens de présenter ma démission au président Moncef Marzouki qui m'a chargé de gérer les affaires courantes en attendant la formation du nou-

veau gouvernement qui sera dirigé par Mehdi Jomaa », a déclaré jeudi après-midi à la presse le chef du gouvernement démissionnaire. L'équipe de M. Larayedh doit céder la place dans les deux prochaines semaines à un gouvernement technocrate ayant à sa tête, l'actuel ministre de l'Industrie, Mehdi Jomaa. Considéré comme un indépendant, le nouveau chef du gouvernement aura à relever des défis et gérer des dossiers urgents inhérents à la sécurité, la dégradation de la

situation économique-sociale, et conduire le pays vers des élections générales prévues en 2014 en vue de sortir le pays d'une crise politique provoquée par deux assassinats de dirigeants de l'opposition de gauche et la montée du terrorisme. Par ailleurs, toutes les compétitions sportives programmées ce week-end en Tunisie ont été suspendues à la demande des autorités sécuritaires, annonce un communiqué du ministère des Sports et de la Jeunesse.

Otété!

Konfonn pa lis éléktoral ek lis kandida

Dépi zordi 10 zanvié 2014, tout moun i giny alé dan tout méri domann lis éléktoral; sé koué so zistwar? Sé la lis tout do moun na la droi voté an 2014, a komansé par zéléksyon minisipal, sétadir po élir lo bann konseyi minisipal.

In zour na pa lontan moin la koni in dirèktèr lékol té i konfonn lis éléktoral (té po zéléksyon paran zélév) ek lis kandidatir! Pran in lézzanp konm in vil 80 000 abitan, li pé avoir 50 000 zéléktèr; donk son lis éléktoral i kont 50 000 non; tansyon, si ti ékri 50 non par feyi papié, i fo a toué 1000 feyi! Komé la i fé pi si papié (kalkil in pé nout foré), i done a toué sa si in CD, ti lir si lordinatèr.

Konfonn pa ek lis kandidatir, nana apé pré 50 non... Zot lé kandida, zot i vé la popilasyon i vot po zot; nou espèr zot i vé èt mèr pa riink po lonèr, ni espèr zot na in programe po lo dévlopman lo péi dan tout domèn, lédikasyon, la kiltir, lékonomi, la plas la Rényon dann loséan indiin, arèt tourn la tèt riink an diréksyon Lérop; sa lé loin; pa tout sak i sort laba lé bon po nou.

Rogard sak lo sistèm dépi 1946 la port a nou. Nana sak lété bon pétèt, mé nana osi bonpé la pa minn a riin: ogard tout somaz, zilétre, pov, san lozman; ogard la sitiasyon bann plantèr, bann zèn diplomé san travayi!

Alé war lo lis éléktoral aprè trov do moun volontèr é déterminé, militan opiniat, kapab po fé in lis kandida ki travay an ékip, sakinn son konpétans, i kalkil lintéré piblik avan litéré personèl; mi kro i trov ankor bon sitoyin i mazine pa solman zot pos, zot monté sosial a zot mé plito sak lansanm la popilasyon. Konfonn pa lis éléktoral ek lis kandida!